



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique du logement

Question écrite n° 27613

Texte de la question

M. Jacques Myard appelle l'attention de Mme la ministre de l'égalité des territoires et du logement sur la nécessité d'une véritable politique d'aménagement du territoire qui tienne compte du logement, préoccupation prioritaire de nos concitoyens. Chacun s'accorde, en effet, sur la nécessité de loger nos concitoyens. Pour autant, on peut légitimement s'interroger sur une politique qui conduit à imposer des quotas de logements sociaux en région parisienne où la rareté du foncier, le manque de terrains accroît très fortement le prix des opérations de construction de logements. De surcroît, l'objectif d'une construction de 70 000 logements par an, soit 1,4 million de logements en 20 ans, revient à héberger pratiquement 4 millions à 5 millions de personnes supplémentaires est de nature à soulever d'inextricables difficultés en termes de déplacements et de transports. Or, dans le même temps, il existe de nombreux logements vacants dans plusieurs régions de France, à l'exception des grandes métropoles de région. Il serait souhaitable de disposer d'un inventaire précis de la localisation géographique de ces logements vacants afin d'appréhender tous les éléments de cette problématique. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître, région par région, les chiffres des logements vacants, notamment des logements sociaux vacants, ce qui conduira à mettre en oeuvre une réflexion sur une politique d'aménagement du territoire nécessaire et malheureusement oubliée aujourd'hui.

Données clés

Auteur : [M. Jacques Myard](#)

Circonscription : Yvelines (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 27613

Rubrique : Logement

Ministère interrogé : Égalité des territoires et logement

Ministère attributaire : Cohésion des territoires

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [28 mai 2013](#), page 5431

Question retirée le : 20 juin 2017 (Fin de mandat)